

# LA SECONDE RÉPUBLIQUE

## Introduction

L'arrivée de la République en Espagne représente l'aboutissement d'un processus historique de démocratisation et de modernisation politique; le régime républicain dut affronter des défis considérables dans un contexte particulièrement compliqué.

Or, le climat européen et même mondial n'aida point à la stabilité du nouveau régime. D'une part, la République est proclamée en pleine récession économique mondiale. D'autre part, au moment même où l'Espagne se dotait d'un régime démocratique, une bonne partie des États européens sombraient dans des dictatures plus ou moins fascistes. Ce climat économique et politique délétère allait peser lourdement dans l'avenir de la jeune République.

Mais les difficultés les plus graves allaient venir de l'intérieur. La modernité politique et sociale allait entrer violemment en contradiction avec les intérêts des oligarchies traditionnelles ainsi qu'avec les inerties d'une société traditionnelle très fortement influencée par l'Église. Enfin, l'impatience révolutionnaire du mouvement ouvrier, notamment des anarcho-syndicalistes, qui accusèrent rapidement la République de servir les seuls intérêts de la bourgeoisie, sera un important élément de la déstabilisation politique et du malaise social dont les secteurs conservateurs allaient responsabiliser le régime républicain lui-même.

## Vers la République

Du 30 janvier 1930 au 14 avril 1931 la monarchie tente en vain de se maintenir. Après le départ de Primo de Rivera, le roi Alphonse XIII charge un autre général, Berenguer, de liquider la dictature et de revenir à la constitution telle qu'elle fonctionnait jusqu'en 1923. Mais une trop longue collaboration avec la dictature avait plongé la monarchie dans le discrédit, faisant avancer les idées républicaines parmi certaines couches de la population. Le philosophe Ortega y Gasset, dans les pages du journal *El Sol*, parla de «l'erreur Berenguer»: croire qu'on pouvait refermer la parenthèse ouverte par le coup d'État de Primo de Rivera et recommencer comme avant.

Par contre, les conspirations républicaines allaient bon train et attiraient d'éminents intellectuels, des hommes politiques et des militaires. En août 1930 un comité se réunit à Saint-Sébastien pour préparer le changement de régime; il regroupe les républicains de toutes les tendances –Alcalá Zamora, Lerroux, Azaña...– et il obtient l'adhésion des nationalistes catalans, de l'UGT et du parti socialiste –Largo Caballero, Prieto...; même les anarcho-syndicalistes de la CNT acceptent de s'entendre avec les républicains. Pour faire pression sur le gouvernement, le comité de Saint-Sébastien compte sur des militaires, mais la garnison de Jaca se soulève le 12 décembre, plus tôt que prévu; le soulèvement est rapidement écrasé et les capitaines Fermín Galán et Angel García Hernandez sont arrêtés et fusillés à Huesca. La monarchie ne devait pas s'effondrer dans la violence, mais à la suite de simples élections municipales.

Berenguer présenta sa démission le 14 février et fut remplacé par l'amiral Aznar. En vue du retour à la normalité constitutionnelle, des élections municipales sont convoquées pour le 12 avril.

Le 12 avril la moitié des villages élisent des caciques sans concurrent. Mais dans les villes les républicains triomphent. Le 14, Eibar, Barcelone, Saint-Sébastien proclament la République. À Madrid, le chef de la Garde civile, Sanjurjo, ne garantit plus la monarchie. Romanones négocie avec Alcalá Zamora la passation des pouvoirs. Le roi doit se résigner au départ. La journée prend un visage d'apothéose. Vieux républicains, intellectuels, devant cette révolution sans une goutte de sang, croient l'Espagne au plus haut degré de la maturité politique. Les ouvriers, que le mot de liberté enivre traditionnellement, se livrent à un grand espoir.

Le Comité exécutif, issu du pacte de Saint-Sébastien, devient gouvernement provisoire, sous la présidence d'un ancien ministre de la monarchie, Alcalá Zamora. Il réunissait des opinions très diverses: républicains conservateurs (Miguel Maura), radicaux (Alejandro Lerroux), radicaux-socialistes et Action républicaine (Manuel Azaña), socialistes modérés (Indalecio Prieto) ou avancés (Largo Caballero), catalanistes et autonomistes galiciens (Casares Quiroga).

## Les phases de la République

- **Le «bienio» réformateur.** De 1931 à 1933, l'alliance des républicains de centre gauche et des socialistes permet de faire voter une constitution démocratique et laïque, de donner satisfaction aux revendications des

régionalistes et d'adopter une réforme agraire encore timide, mais les anarcho-syndicalistes s'impatientent et l'opposition de droite s'organise.

- **Le «bienio» rectificateur.** Les élections de 1933 dégagent une majorité parlementaire décidée à revenir sur les réformes précédentes. Pour faire échec à ce qu'ils considèrent comme une marche vers le fascisme, socialistes et anarcho-syndicalistes cherchent à déclencher une révolution.
- **Le Front populaire.** La répression qui suit incite les républicains et les socialistes à s'unir de nouveau pour demander une amnistie et pour préparer leur retour au pouvoir. C'est chose faite en février 1936. Battue par le suffrage universel, la droite autoritaire ne voit alors de salut que dans un soulèvement armé.

## Le «bienio» réformateur (avril 1931-novembre 1933)

Les Cortès constituantes, élues en juin 1931, présentaient une majorité républicaine et socialiste: l'orientation réformatrice semblait assurée. Azaña, qui forma un gouvernement en novembre 1931, resta au pouvoir jusqu'à l'été de 1933 et entreprit une œuvre de grande envergure qui visait non seulement à l'instauration d'un nouveau régime, mais encore à des transformations profondes de la société, car la République héritait des régimes précédents les grands facteurs de clivage de toute l'histoire contemporaine espagnole: les problèmes agraire, militaire, religieux, éducatif, nationaliste...

### La Constitution

La Constitution prit modèle sur celle de Weimar, la plus démocratique en Europe. Elle se veut sociale et unitaire tout en laissant aux régions la possibilité d'évoluer vers l'autonomie. L'Espagne fut proclamée «République démocratique de travailleurs de toute nature, organisée sous le régime de la Liberté et de la Justice». Le parlementarisme pur triompha: chambre unique, ministère à tout instant responsable devant l'assemblée, suffrage universel étendue aux femmes. Pourtant, l'idée de «pouvoir modérateur» joua un grand rôle. Le président de la République pouvait dissoudre deux fois la Chambre, quitte à justifier ensuite sa décision: le premier président, Alcalá Zamora, allait donner une importance de premier plan à ce rôle de balancier politique. Un Tribunal de garanties constitutionnelles jugeait de toute irrégularité constitutionnelle. Enfin l'Espagne renonçait à la guerre, et adhérait organiquement à la S.D.N.

### L'enseignement

L'Institution libre d'enseignement devint le modèle de l'Université et des «Instituts» secondaires. Mais l'école primaire fut plus difficile à édifier. Pour en faire une école laïque à la manière française, il eût fallu 27 000 écoles nouvelles; les crédits ne permirent qu'une tranche de 7 ou 8 000. On manquait de maîtres. Enfin, disputer aux Congrégations religieuses leurs 400 000 élèves posait, auprès de difficiles problèmes pratiques, le plus délicate des questions: celle de la religion. L'Église n'entend pas renoncer à la position dominante qui est la sienne depuis longtemps dans ce secteur.

### Les rapports de l'Église et de l'État

Passer d'une Église d'ancien régime au système laïque français était un grand saut. Les catholiques libéraux, représentés au pouvoir, eussent accepté une «séparation» laissant l'Église libre, sans lui ôter rien de sa force acquise. Mais les républicains voyaient dans cette force un danger. L'article 26 de la Constitution prévoit la séparation de l'Église et de l'État, l'extinction du budget des cultes, la dissolution des Jésuites, et la soumission des confessions religieuses à une loi à venir sur les associations de culte. Le 11 mai 1931, une tradition séculaire avait été renouée: les incendies de couvents, œuvre de petits groupes, mais que la foule couvrit de son indifférence ironique. Cimetières laïcisés, crucifix ôtés des écoles: victoires pour les uns, atteintes «insupportables» à «la liberté» pour les autres.

### La question de la force armée

En 1931, l'armée espagnole est à la fois pléthorique et inadaptée à ses missions. Elle compte près de deux cents généraux en activité et dix-sept mille officiers pour des effectifs qui dépassent à peine cent mille hommes. Azaña se propose de ramener les effectifs à des proportions plus raisonnables, et de moderniser le matériel et l'armement. Un décret d'Azaña offre de quitter l'armée en conservant leur solde aux officiers ayant des scrupules à servir le nouveau régime, se sentant liés par leur serment de fidélité au roi; en revanche, ceux qui restent s'engagent à se montrer loyaux à l'égard de la République. Près de dix mille officiers demandent à bénéficier des dispositions du décret; ce n'étaient pas toujours les plus dangereux pour le régime et beaucoup de ceux qui restent ne tarderont pas à conspirer. Azaña annule toutes les promotions pour faits de guerre décidées sous la dictature. Le nombre de divisions est ramené de dix-huit à huit. Les capitaines généraux sont supprimés, ainsi que l'Académie militaire de Saragosse, dont Franco était le directeur.

## Le problème régional

Le pacte de Saint-Sébastien avait prévu de faire droit aux revendications régionalistes, mais sans entrer dans les détails et sans fixer de calendrier. Mais le 14 avril, Macià avait proclamé la République catalane, ce qui excédait le pacte. Une transaction ressuscita le vieux terme de *Generalitat* (qui désignait, sous les Habsbourgs, les institutions autonomes de la Catalogne) en attendant le vote de la constitution. Le 2 août 1931 la Catalogne vota son Statut à la quasi-unanimité. Le débat aux Cortès a lieu en mai 1932. La discussion fut assez pénible. Azaña entraîna la décision par un solide discours. Le Statut d'autonomie, sorte de constitution au niveau régional, proclamait la Catalogne comme étant une région autonome au sein d'un État espagnol unitaire et ne reconnaissait pas d'autre souveraineté au peuple catalan que celle accordée au peuple espagnol dans son ensemble dans la Constitution de 1931. Mais il consacrait des institutions catalanes propres, avec un gouvernement, la *Generalitat*, et un Parlement qui récupéraient des compétences assez larges en matière juridique, administrative, de travaux publics ou de santé. Par contre, les compétences étaient très limitées en matière fiscale et éducative; le catalan est promu au rang de langue officielle au même titre que le castillan.

Puisque les députés nationalistes basques n'ont pas voté la constitution, les Cortès appliquent un traitement différent au pays Basque. Le projet de statut élaboré en 1931 par une assemblée de maires basques et navarrais contient des dispositions inquiétantes pour la gauche; il donne au futur gouvernement basque compétence pour définir ses rapports avec l'Église. La gauche, majoritaire aux Cortès de 1931, ne montre aucun empressement à faire avancer l'autonomie du pays Basque. Les Cortès de 1933, majorité de droite, non plus.

## Les réformes sociales

Au ministère du Travail, Largo Caballero, qui avait une expérience importante dans ce domaine, acquise notamment pendant la dictature de Primo de Rivera, fit d'importantes avancées. Grâce à plusieurs lois: fixation d'un salaire minimum, journée de huit heures, assurance accidents, assurance maladie, il obtint en quelques mois des Cortes une amélioration sensible de la condition ouvrière. Il fit approuver l'établissement d'une commission mixte d'arbitrage des conflits du travail, avec, une représentation ouvrière satisfaisante, sous le contrôle d'inspecteurs du travail nommés par le ministre.

## La réforme agraire

La réforme agraire est, à juste titre, une autre priorité du gouvernement. La loi de septembre de 1932, après de longues discussions, prévoit la confiscation pure et simple des terres de quelques grands d'Espagne et la expropriation partielle ou totale, moyennant indemnisation, de différentes catégories de sols. La loi s'appliquait aux seules régions du «latifundio». L'exploitant bénéficiant ensuite, moyennant une rente minime payée à l'État, d'un usufruit inaliénable. Or la durée de l'inventaire des terres expropriables et la faible dotation budgétaire assignée à sa réalisation conduisent la réforme à n'avoir pratiquement aucun effet fin 1933. Les paysans sans terre sont déçus et leur impatience est de plus en plus grande d'autant qu'ils sont conduits, par la propagande anarchiste, à occuper des terres. Les moyens propriétaires, déjà inquiétés par les termes de la loi qui semblent menaçants pour eux, le sont plus encore par les insurrections andalouses de janvier 1933. Mais ces mouvements de protestation furent réprimés par les forces de l'ordre avec leur brutalité habituelle, comme à Casas Viejas où la répression tourna au massacre.

## L'échec d'Azaña

Au cours de l'année 1933, Azaña, qui se bat sur deux fronts, est attaqué de toutes parts. À droite, on l'accuse d'être prisonnier des socialistes et on le presse de gouverner sans eux; un homme se donnait comme seul capable de gouverner au centre: Lerroux, «républicain historique», antisocialiste, démagogue depuis longtemps repentant qu'adoptait toute une partie prudente de l'opinion. De son côté, les socialistes sont de plus en plus réticents à soutenir un gouvernement qui les déçoit.

La conjonction des oppositions contre Azaña trouve un prétexte avec Casas Viejas. En avril 1933, des élections partiels lui furent défavorables; puis également en septembre les élections au Tribunal des Garanties constitutionnelles. Alcalá Zamora l'obligea alors à la retraite. Un ministère Lerroux ne réussit pas. En octobre 1933, Martínez Barrio fut enfin chargé d'un cabinet de liquidation; les Cortes constituantes étaient dissoutes.

## Le «bienio» rectificateur ou «bienio negro» (novembre 1933- février 1936)

La droite, qui avait été prise de court par la chute de la monarchie, se ressaisit et s'organise en 1933, quand José María Gil Robles parvint à rassembler dans la CEDA (Confederación Española de Derechas Autónomas), autour de l'Acción Española, plusieurs autres formations (droite régionale valencienne, agrariens, parti républicain conservateur, etc.).

Le retrait des socialistes du gouvernement Azaña et la non-participation aux cabinets de transition formés à l'appel du président de la République porteront un coup fatal à la gauche républicaine. La première dissolution des Cortes, en octobre 1933, fut en effet suivie d'une large victoire de la droite aux élections du 19 novembre, amplifiée par l'effet de la loi électorale.

Les consignes d'abstentions des anarchistes, tenant de la politique du pire au motif qu'un gouvernement «réactionnaire» rendrait plus facile l'appel à la révolution, avaient aussi exercé une influence notable.

La droite obtient 204 sièges dont 115 pour la CEDA devenu le premier parti des Cortes. Le centre obtient 168 sièges dont 104 pour les radicaux de Lerroux. La gauche n'en avait plus que 94, dont 58 pour le PSOE, cinq pour L'Acción Republicana d'Azaña, le parti communiste espagnol obtenait son premier député.

Le pouvoir revint aux radicaux, soutenus par la CEDA. Les mesures adoptées par le nouveau gouvernement visaient surtout à freiner les réformes du premier gouvernement républicain, voire à les laisser sans effet. Ce fut le cas de la Loi de Congrégations Religieuses, ou de celle de *Términos Municipales* («limites communales»

D'autres signes inquiétants étaient perceptibles. Plusieurs formations d'extrême droite de création récente affirmaient leur volonté de renverser la République par la violence; le plus important fut la fusion entre le groupe de Ledesma Ramos et celui d'Onésimo Redondo qui donna naissance aux JONS (Juntas offensives national-syndicalistes), dont l'influence demeure cependant limitée à la Vieille-Castille et à Madrid. Enfin surtout, le 29 octobre 1933, au théâtre de la Comédie, à Madrid José Antonio Primo de Rivera définit les aspirations de la Phalange espagnole, mouvement qu'il venait fonder, et qui fusionne avec les JONS en février 1934 pour former le FE-JONS. Le fils du dictateur prônait la suppression des partis politiques et, sous l'influence du fascisme italien, l'établissement d'un régime corporatiste. La Phalange, qui chercha d'emblée à pénétrer le monde du travail et l'Université, était à l'évidence un mouvement antirépublicain.

En 1934, le rapprochement entre Lerroux et Gil Robles se traduit par l'entrée de trois ministres «cédistes» au gouvernement. Les partis de gauche recoururent alors à l'insurrection. À Barcelone, où Companys, successeur du colonel Maciá, proclama l'État catalan, elle n'eut aucun succès. Mais, dans les Asturies, où socialistes et anarchistes avaient formé une «Alliance ouvrière», elle tint pendant une quinzaine de jours la région minière, et il fallut une intervention de l'armée, dirigée depuis Madrid par le général Franco, pour la réduire. Les combats, ainsi que la répression qui s'ensuivit, furent très durs. La gauche sortit des événements d'octobre complètement détruite et déstructurée: les réseaux associatifs défaits, les dirigeants emprisonnés ou exilés.

Octobre 1934 rendit également impossible un recentrage de la République, un souhait souvent exprimé par son président Alcalá Zamora. Dès lors, les positionnements politiques se polarisèrent et la droite et la gauche se constituèrent en blocs antagoniques, de plus en plus irréconciliables.

Un scandale financier ruina la popularité de Lerroux. En janvier 1936, quand José María Gil-Robles, le chef du parti majoritaire, CEDA, demande au Président de la République de l'appeler pour former un nouveau gouvernement, le président Niceto Alcalá Zamora préfère dissoudre les Cortès.

## Du Front populaire au coup d'État (février – juillet 1936)

Des élections, convoquées pour le 16 février, le président de la République espère donc, en jouant sur le système majoritaire, dégager une majorité de centre droit. Les conditions dans lesquelles va se dérouler le scrutin vont au contraire favoriser la gauche. Celle-ci a été battue en 1933 parce qu'elle était divisée, et que les voix libertaires lui ont manqué. La montée des fascismes, la renonciation de l'Internationale communiste à une stricte application du principe de la lutte des classes favorisent partout en Europe un regroupement des gauches.

En Espagne comme en France, l'année 1935 est marquée par un rapprochement des forces «antifascistes». Le 20 octobre 1935 est formé un Front populaire, qui regroupe les socialistes, les communistes et les groupes républicains de centre gauche (Gauche républicaine et Union républicaine); c'est une coalition quelque peu hétéroclite, mais dont les dirigeants acceptent également de jouer le jeu «démocratique». Le programme ainsi annoncé le 15 janvier 1936, est réformiste plutôt que révolutionnaire: il s'agissait avant tout de renouer avec la politique du premier *bienio* et de continuer la tâche interrompue par les deux années radicale-cédistes. Mais il introduit en toute priorité des mesures de réparation à l'égard des victimes de la répression, amnistie des délits politiques, réintégration dans leurs postes de fonctionnaires «épurés» à la suite de l'insurrection d'octobre, indemnités accordées aux familles des victimes. Ces mesures de circonstance sont importantes. Le programme réformiste du Front populaire était peu fait pour attirer les foules; les promesses d'amnistie ne peuvent laisser indifférente une population sensibilisée à l'extrême par les affrontements de 1934.

Les anarchistes ne peuvent faire abstraction de ces engagements, et, quelles que soient leurs réserves à l'égard de la coalition de gauche, ils vont lever leur consigne d'abstention. Même des libertaires aussi intransigeants que Durruti préconisent ouvertement la participation aux élections. On peut tout de même admettre que les abstentions (33 %) diminuent considérablement par rapport aux chiffres de 1933.

La droite ne semble pas avoir conscience du danger qui la menace. La CEDA s'est sans doute crue trop forte, et son expérience récente montre les difficultés qu'elle a encore à imposer sa politique dans un contexte qui lui est pourtant favorable. Il y a certes des alliances à droite comme à gauche, mais ces coalitions du premier moment ne sont pas toujours convaincantes, et cachent mal l'opposition qui existe entre les partisans d'une solution parlementaire et d'un régime autoritaire, monarchie ou dictature. Gil Robles ne cachait pas son projet de réforme de la constitution pour lui donner une orientation autoritaire et corporatiste, alors que Calvo Sotelo voulait carrément l'abolir.

Le résultat des élections du 16 février assure la victoire au Front populaire, qui dispose de 263 sièges sur 473 aux Cortès (le PSOE obtient 89, la Gauche républicaine 84, l'Union républicaine 37, la Gauche catalane 36, le PCE 17), majorité confortable qui donnait à ses détenteurs l'impression trompeuse d'être maîtres du pays. À droite (156 sièges), la CEDA restait la force principale avec 88 députés, et la Phalange de José Antonio, n'ayant recueilli que 40 000 voix, n'obtenait pas un seul siège. Le Centre, fut réduit à 54 députés partagés entre radicaux, progressistes, PNV, Lliga, centristes et divers centre.

Dès le 19 février, Manuel Azaña, tenu à nouveau pour l'homme indispensable, forma le nouveau gouvernement. Cette fois encore, le PSOE, parti de la majorité arrivé en tête, ne participe pas au cabinet. Manuel Azaña avait tiré, au moins pour une part, les leçons de son échec précédent. À peine en place, il prit un décret d'amnistie au bénéfice des condamnés de 1934, puis rétablit le statut de la Catalogne et donna un coup d'accélérateur à la réforme agraire.

En mai, Azaña remplaça Alcalá Zamora à la présidence de la République. Il avait pensé d'abord au socialiste Prieto comme chef de gouvernement mais il dut y renoncer à cause des divisions internes du Parti socialiste. Finalement il chargea Casares Quiroga de former le nouveau gouvernement. Au printemps, la conflictualité sociale monte d'un cran: dans les campagnes les journaliers exigent une prompt application de la réforme agraire, y compris moyennant des occupations illégales de terrains. Le nombre de grèves augmente, l'ordre public est troublé, des églises sont brûlées, des rencontres sanglantes opposent militants d'extrême gauche et phalangistes.

Aux Cortes, les chefs de l'opposition, Gil Robles et Calvo Sotelo, dénoncèrent l'incapacité du gouvernement dans une atmosphère passionnée. Le 13 juillet, Calvo Sotelo était assassiné, en représailles du meurtre d'un lieutenant de gardes d'assaut.

Questionnaire Seconde République**Intro**

1. Quand la Seconde République commence-t-elle et jusqu'à quand dure-t-elle?
2. Quel est le contexte économique et politique européen et mondial lors de la mise en place de la Seconde République en Espagne?

**Vers la République**

3. Qu'est-ce qu'Ortega y Gasset appelle l'"erreur Berenguer"?
4. Comment les républicains arrivent-ils au pouvoir? Quand?

**Les phases de la République**

5. Quelles sont les 3 phases de la République? Par quelles tendances politiques se définissent-elles?
6. La nouvelle constitution instaure-t-elle un Etat "laïc"?
7. Qui est Azana?
8. Quels domaines concernent les réformes sociales?
9. Qu'est-ce que le *latifundio*?
10. Qu'est-ce que la Phalange? Qui l'a définie et quand?

**Du Front Populaire au coup d'Etat**

11. Qu'est-ce que le Front Populaire? Quand se forme-t-il? Quel est son projet?
12. Comment la République prend-t-elle fin?

**IMPORTANTE:**

- ✚ Este es el trabajo que debéis hacer esta semana (23/03/20 – 27/03/20)
- ✚ Tenéis hasta el viernes para mandárselo a Eloise, su correo es: [jia-kaihui@hotmail.fr](mailto:jia-kaihui@hotmail.fr)
- ✚ Indicad en el asunto vuestro nombre completo y curso.
- ✚ Si tenéis cualquier duda, del tema u otra cuestión, podéis contactar conmigo por email: [i.molina@iesmarenostrum.es](mailto:i.molina@iesmarenostrum.es)